

Libéralisation : sur le marché, l'armée-cliente

Autor(en): **Jaggi, Yvette**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **37 (2000)**

Heft 1452

PDF erstellt am: **15.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1026282>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Sur le marché, l'armée-cliente

Les anciennes régies fédérales ne se font plus entre elles de «cadeaux». L'armée y perd des avantages préférentiels.

A QUELQUES JOURS D'UN vote qu'elle pressent favorable pour elle, l'armée se trouve pourtant bien seule dans sa fidélité à l'étendard fédéral. Elle déplore en particulier l'attitude de certaines de ses partenaires traditionnelles, les anciennes régies fédérales. Ces dernières, passées par la libéralisation et les restructurations, se comportent comme des entreprises sur des marchés concurrentiels et non plus comme des monopoles vis-à-vis de clients certes captifs mais considérés avec une certaine bienveillance.

Un client comme les autres

Avec des CFF transformés en SA et une Swisscom introduite en bourse, les conditions et les relations commerciales ont bien changé. L'armée n'est désormais qu'une acheteuse de prestations parmi d'autres, dont les besoins particuliers ne bénéficient plus d'une prise en compte préférentielle. Pour

preuve, la vente des antennes de Loèche à une société américaine soupçonnée de liaisons dangereuses avec l'espionnage US.

Côté transport ferroviaire, les perspectives ne sont guère plus prometteuses: quid des transports de blindés et autres engins et matériels avec le nouveau mode de facturation au kilomètre ou avec la future collaboration internationale dans le secteur cargo? Faudra-t-il commander conducteurs et locomotives à Milan?

Et Swissair dant tout ça?

La Poste de campagne se maintient, mais pour combien de temps? Et les usines d'armement «autonomisées», qui flirtent avec l'engrangement de bénéfices, vont-elles réaliser fidèlement les commandes spéciales et autres adaptations inspirées par le perfectionisme helvétique, cette coûteuse ver-

sion indigène du «nice to have»?

Et que dire de cet autre symbole à croix blanche sur fond rouge, notre Swissair nationale? La voilà qui louche à nouveau vers l'étranger, mais dans une position moins avantageuse: elle ne se présente plus sur le marché des compagnies aériennes comme une acheteuse potentielle mais s'inscrit sur la liste des transferts partiels pour une prise de participation par une grande et solide société de transport aérien — si ce genre de partenaire existe encore et trouve intérêt à mettre en cause le rêve de hub européen à Kloten.

Bref, ça globalise à tout va. Dans une mesure et à un rythme qui chagrinent les responsables de l'armée suisse, elle-même touchée par les réductions d'effectifs et de budget. La logique du libéralisme économique a des exigences au fond plus sévères que l'initiative socialiste et ses effets temporaires. Mais de cela, qui, dans les hautes sphères militaires, en conviendra? yj

MARCHÉ DE L'EMPLOI

Les laissés pour compte

Toutes les statistiques ne sont pas roses.

LE NOMBRE DE personnes actives augmente, celui du chômage diminue, tout le monde le sait. Les mesures de réinsertion sont en baisse et les Offices régionaux de placement réduisent leurs effectifs. Que de bonnes nouvelles, pourrait-on dire. L'Office fédéral de la statistique tempère l'analyse. Selon les résultats les plus récents, le deuxième trimestre de l'année 2000 a vu le nombre de personnes actives augmenter certes, mais très faiblement: par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, le total ne représente qu'une hausse de 0,4% contre 0,8% en 1999 ou même 1,8% en 1998. Et surtout, tout le monde n'est pas logé à la même enseigne. Si les hommes actifs occupés sont de plus en plus nombreux (+ 0,7%), la progression des femmes

actives occupées reste constante (+ 0,1%).

En outre, les femmes restent les championnes du travail à temps partiel. C'est un problème si la durée d'activité n'est pas librement consentie. Or, on observe là des différences importantes entre les sexes. La proportion des hommes à temps partiel est la plus élevée dans les professions intellectuelles et scientifiques sans fonction dirigeante, tandis que les femmes à temps partiel sont proportionnellement les plus nombreuses parmi les ouvrières et les employées non qualifiées (79%). Et parmi les actifs travaillant à temps partiel, 11% souhaiteraient trouver un emploi à plein temps. Les disparités se cachent au niveau du degré de formation: moins on est formé et plus le temps partiel imposé est important.

Enfin, pour les actifs plus âgés, la situation ne s'est pas améliorée entre le deuxième trimestre 1999 et le deuxième trimestre 2000. Alors que dans tous les autres groupes d'âges, le taux de sans-emploi a baissé, il s'est accru de 2,6% à 2,8% chez les 55 à 61/64 ans. Et bizarrement, le taux de sans-emploi âgés s'est réduit chez les femmes, alors qu'il a augmenté pour les hommes. Plus généralement, si nous assistons à une baisse du nombre des sans-emploi et même des chômeurs de longue durée, on y relève une surreprésentation d'étrangers et de personnes peu qualifiées. Les personnes sans formation post-obligatoire représentent 38% des sans-emploi, et les personnes âgées 19%. Le socle incompressible des personnes difficilement réinsérables professionnellement n'a pas diminué. gs